

**SOCIETE PROTESTANTE DES AMIS DES PAUVRES
S. P. A. P.**

Siège social : 66 impasse du Château Silhol

30000 - NIMES

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

SOCIETE PROTESTANTE DES AMIS DES PAUVRES
S. P. A. P.
Siège social : 66 impasse du Château Silhol
30000 NIMES

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31/12/2024

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION S.P.A.P relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ASSOCIATION S.P.A.P à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe des comptes annuels;

La note 2.A paragraphe « faits caractéristiques de l'exercice », qui mentionne la fusion absorption de l'association CRECHES S.P.A.P par l'association S.P.A.P au 01/01/2024.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe fait référence :

- Dans le point 7, aux particularités liées à la gestion conventionnée des différents établissements ainsi qu'aux contraintes imposées par les organismes financeurs. Nous nous sommes assurés du traitement comptable et de la présentation appropriés dans les comptes de l'association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier du conseil d'administration et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'ASSOCIATION S.P.A.P à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par le conseil d'administration de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une

incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NIMES, le 5 juin 2025

VENCEA
COMMISSAIRES AUX COMPTES



Gwladys DESERT

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	34 194	33 460	735	946
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 143 693	2 103	1 141 590	1 141 590
Constructions	18 721 501	7 003 397	11 718 105	12 046 828
Installations techniques, matériel et outillage	975 716	723 029	252 686	275 132
Autres immobilisations corporelles	980 526	792 909	187 617	208 994
Immobilisations corporelles en cours	67 438		67 438	67 438
Avances et acomptes	785		785	
BIENS RECUS PAR LEGS / DONATIONS POUR CESSION				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations et créances rattachées				
Autres immobilisations financières	20 802		20 802	20 801
<u>TOTAL I</u>	<u>21 944 655</u>	<u>8 554 897</u>	<u>13 389 758</u>	<u>13 761 729</u>
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (B & S)				
Marchandises				
CREANCES				
Usagers et comptes rattachés	710 133		710 133	430 818
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	222 075		222 075	491 104
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	1 469 517	486	1 469 032	876 836
Disponibilités	1 579 241		1 579 241	1 397 848
Charges constatées d'avance	60 196		60 196	56 855
<u>TOTAL II</u>	<u>4 041 163</u>	<u>486</u>	<u>4 040 678</u>	<u>3 253 460</u>
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion - Actif				
<u>TOTAL III</u>				
TOTAL DE L'ACTIF	25 985 818	8 555 383	17 430 436	17 015 189

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	1 023 141	306 076
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves activités SMS gestion contrôlée	1 447 306	1 457 810
Autres réserves	56 867	56 867
Report à nouveau des activités sociales médico sociales	-854 891	-942 607
Report à nouveau propre	1 275 856	1 067 163
Résultat de l'exercice	-176 147	285 905
SITUATION NETTE	2 772 132	2 231 214
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables	142 789	89 469
Provisions réglementées	375 766	352 074
TOTAL I	3 290 688	2 672 757
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	2 700 441	2 789 918
TOTAL II	2 700 441	2 789 918
PROVISIONS		
Provisions pour risques	52 500	60 000
Provisions pour charges	90 149	
TOTAL III	142 649	60 000
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 579 454	10 006 498
Emprunts et dettes financières diverses	106 933	87 635
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	266 085	179 498
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 223 048	1 062 600
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		36 551
Autres dettes	121 138	118 049
Produits constatés d'avance		1 683
TOTAL IV	11 296 658	11 492 514
COMPTES DE REGULARISATION		
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL DU PASSIF	17 430 436	17 015 189

COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Simple : Variation en valeur
Cotisations	1 100	1 235	-135
Ventes de Biens et services	3 091 880	2 756 258	335 623
Production stockée			
Production immobilisée			
Concours publics et subventions	8 305 364	6 793 896	1 511 469
Ressources liées à la générosité du public	3 730	2 255	1 475
Contributions financières	47 740	61 070	-13 330
Reprises amortissements, dépréciations et provisions	4 546	130 880	-126 334
Transfert de charges	13 933	3 405	10 528
Utilisation des fonds dédiés	130 434	133 617	-3 183
Autres produits	201 926	134 753	67 173
<u>Produits d'exploitation</u>	<u>11 800 654</u>	<u>10 017 369</u>	<u>1 783 285</u>
Achats de marchandises			
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières			
Variation de stock de matières premières			
Autres achats et charges externes	2 347 054	1 934 415	412 639
Aides financières			
Impôts et taxes	643 493	535 777	107 716
Salaires et Traitements	5 583 187	4 317 126	1 266 060
Charges sociales	2 198 938	1 747 392	451 546
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	811 971	726 467	85 504
Dotations aux provisions			
Report en fonds dédiés	40 958		40 958
Autres charges	98 902	194 117	-95 215
<u>Charges d'exploitation</u>	<u>11 724 501</u>	<u>9 455 294</u>	<u>2 269 208</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION	76 152	562 075	-485 923
Produits financiers	35 176	13 163	22 012
Charges financières	293 317	315 745	-22 428
<u>Résultat financier</u>	<u>-258 141</u>	<u>-302 582</u>	<u>44 441</u>
RESULTAT COURANT	-181 989	259 493	-441 482
Produits exceptionnels	131 567	89 055	42 512
Charges exceptionnelles	122 181	59 654	62 527
<u>Résultat exceptionnel</u>	<u>9 386</u>	<u>29 401</u>	<u>-20 015</u>
Participation des salariés			
Impôts sur les sociétés	3 544	2 988	556
EXCEDENT OU DEFICIT	-176 147	285 905	-462 053
Contributions volontaires en nature			
Charges des contributions volontaires en nature			

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

Historique

Lors de sa création en 1847, la Société Protestante des Amis des Pauvres (S.P.A.P.), dans la mouvance du mouvement social-chrétien libéral en France, s'était donné comme mission d'intervenir en faveur des indigents de la ville de Nîmes et de sa banlieue. Elle œuvrait en particulier pour tous celles et ceux dont la situation paraissait ne devoir exiger qu'un soutien temporaire en vue de se passer de secours et de les aider à recouvrer leur entière indépendance.

L'évolution depuis 170 ans des modes de prise en charge des difficultés sociales, les partenariats établis avec les collectivités locales (en particulier au niveau du financement des actions) n'ont pas ébranlé les fondements de l'association.

En 1972 : création des deux premiers établissements de la S.P.A.P. :

- L'E.H.P.A.D. Lumière et Paix, qui propose également un accueil de jour pour les personnes atteintes de déficiences psychiques et de désorientation de type Alzheimer et d'un foyer restaurant pour les personnes âgées autonomes du quartier.
- La Maison d'Enfants à Caractère Social (M.E.C.S.) Lumière et Joie.

En 2008 : création d'une pension de famille Lumière et Vie. Il s'agit d'un lieu de vie permettant à des adultes en grande difficulté de revivre dans un logement, d'apprendre ou de réapprendre à l'occuper.

En 2018 : ouverture d'un service d'accompagnement pour mineurs étrangers (Mineurs non accompagnés – M.N.A.).

En 2024 : fusion absorption de l'association Crèches SPAP qui gère 2 EAJE et 3 RPE

Description de l'objet social de l'entité, de la nature et du périmètre des activités ou des missions sociales réalisées

La S.P.A.P. a comme objectif d'offrir à des personnes fragilisées par leur situation familiale, économique ou par leur âge, un lieu de vie, d'écoute, d'accompagnement, de soutien matériel, d'insertion professionnelle, de formation.

Toutes les personnes qui adhèrent à l'association ou y ont une fonction (bénévoles et salariés) en partagent les valeurs. Elles ont une même conscience de leur responsabilité, du souci de soi et des autres. Elles ont la volonté d'agir dans l'espace public.

L'association oriente ses actions vers :

- L'insertion, dans le domaine des politiques publiques : afin d'exercer son rôle de vigie et de proposition, l'Association participe aux différentes instances mises en place par les Pouvoirs publics en vue de définir les politiques d'action sociale en faveur des publics accueillis.
- La recherche et la prospective : pour poursuivre une réflexion avec les partenaires de l'action sociale, publics et privés, sur les évolutions souhaitables en matière de protection et d'accompagnement des publics fragilisés, permettant de répondre, dans le cadre de l'objet associatif, aux besoins repérés.
- La formation : afin d'anticiper et de répondre à l'évolution des projets d'établissements, du travail au quotidien en soutenant son personnel par des actions de formation continue autant individuelles que collectives. Elle développe ainsi une culture commune, fondement indispensable à toute notion.
- La qualité du service : inscrivant ses missions dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des actions mises en œuvre au service des publics accueillis, au travers des évaluations internes et externes ainsi que de la formalisation de l'ensemble de ses processus de gestion.

Afin de répondre à ses finalités, l'association gère des dispositifs servant son objet social en huit établissements distincts :

- L'E.H.P.A.D. Lumière et Paix.
- La Maison d'Enfants à Caractère Social (M.E.C.S.) Lumière et Joie.
- La Pension de Famille Lumière et Vie.
- E.A.J.E Crèche du Château SILHOL
- E.A.J.E Crèche l'Autre Maison
- RPE Château Silhol
- RPE Papillon Volle
- RPE La croix gardianne

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Description des moyens mis en œuvre

Son organisation :

La S.P.A.P. est gérée par un Conseil d'Administration composé au moins de 9 membres bénévoles élus par l'assemblée générale pour des mandats de trois années renouvelables. Elle comprend également une cinquantaine de membres adhérents.

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par trimestre. Il traite des orientations stratégiques de l'association et des projets des établissements.

Pour réaliser au mieux ses missions, la gouvernance et la dirigeance de l'association sont définies par des délégations et des fiches de poste.

Ainsi, les dirigeants salariés (directeur général et directeur) sont chargés d'élaborer et de mettre en œuvre, avec les équipes placées sous leur responsabilité, le projet d'établissement et les projets de services.

L'assemblée générale, chaque année, présente l'activité des différents établissements et services, les comptes financiers et les orientations. Elle permet la rencontre des acteurs de l'association, bénévoles, salariés, usagers et leurs représentants et partenaires.

Ses partenaires :

L'association est membre du réseau U.R.I.O.P.S.S. (Union Régionale Interfédérale des Œuvres et Organismes Privés non lucratifs Sanitaires et Sociaux). Elle travaille en réseau avec la Fédération d'Entraide Protestante et les divers établissements protestants caritatifs de Nîmes. Elle participe aux actions caritatives régionales.

Chaque service travaille en réseau de coordination avec les acteurs locaux (de la ville, du département) sur chacun des secteurs d'action.

Par un travail régulier avec les administrations, la S.P.A.P. participe à la politique sociale locale, départementale et régionale.

Son financement :

L'association s'appuie sur des ressources lui permettant de mener à bien ses missions : celles qu'elle se donne et celles qui lui sont confiées. Les financements sont de natures différentes :

- Privés : constitués de dons, de legs et de contributions financières.
- Publics : par l'attribution de prix de journée, de budgets en dotation globale et de subventions par les administrations compétentes.

2/ Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant

A/ Traité de Fusion absorption

Traité de Fusion absorption de l'Association CRECHE-SPAP par l'Association SOCIETE PROTESTANTE DES AMIS DES PAUVRES (SPAP) signé en date du 27/06/2024 avec effet comptable au 01/01/2024.

Transfert des autorisations de fonctionnement à l'Association SPAP par arrêté du Conseil Départemental :

- Crèche L'AUTRE MAISON : Arrêté du 18/12/2024.
- Crèche CHÂTEAU SILHOL : Arrêté du 05/12/2024

Apport sans droit de reprise pour un montant total de 717 065,53 Euros à l'Association SPAP intégrant notamment les reports à nouveaux des exercices antérieurs. Détail par établissement :

- EAJE CHÂTEAU SILHOL = + 142 807,13 Euros
- EAJE RACANAILLE = - 27 813,29 Euros
- EAJE CHÂTEAU SILHOL = + 485 548,53 Euros
- POLE GESTION = + 100 834,38 Euros
- R.P.E. CHÂTEAU SILHOL = + 43 346,46 Euros
- R.P.E. PAPILLON VOLE = - 32 032,56 Euros
- R.P.E. LA CROIX GARDIANNE = + 4 374,88 Euros

Sur certaines annexes une colonne "Apport Association CRECHE SPAP" a été rajoutée afin d'apporter des précisions sur le détail de l'apport.

L'apport prévu par le traité de fusion était de 797 964 euros. L'écart provient des subventions d'investissement qui ont été conservées dans le bilan pour 80 898,55 euros afin de poursuivre les reprises au compte de résultat au rythme des amortissements.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

B/ Litige prud'homal

Arrêt de la Cour d'Appel de Nîmes : condamnation de l'association S.P.A.P. à verser au titre de dommages et intérêts la somme de 50 000 Euros et 2 500 Euros au titre de l'article 700. Montant de la provision fin 2023 = 60 000 Euros, reprise de celle-ci à hauteur de 7 500 Euros. Total provision fin 2024 = 52 500 Euros.

C/ Fermeture E.A.J.E. LES RACANAILLES à Générac.

Suite à un incident au cours de l'exercice précédent, fermeture de la crèche de 30 places le 22 septembre 2023. La réouverture de l'établissement avait eu lieu le 27 novembre 2023, en format micro-crèche de 12 places. Signature le 21 Décembre 2023 d'un avenant n°1 (à la convention d'objectifs et de moyens signée le 21/12/2020) avec la commune de Générac. Ce dernier détermine les modalités de mise à disposition et de participation financière par la commune à l'Association, et est conclu pour une durée de 7 mois de Janvier 2024 jusqu'au 31 Juillet 2024. Fermeture définitive de l'établissement le 26 Juillet 2024.

D/ T.V.A. collectée

Paiement du solde de la T.V.A. collectée à 5,50% due sur les travaux de construction de l'E.H.P.A.D. Lumière et Paix lors du premier semestre 2024 = 106 340 Euros.

E/ Financements travaux - Lumière & Paix

Encaissement en 2024 du solde de la subvention P.A.I. pour 150 000 Euros et du solde des réservations de lits pour 186 000 Euros.

F/ Fusion - Analyse comptable

Suite à la fusion, le comparatif entre les comptes 2023 et les comptes 2024 est difficile.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

3/ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice
- Indépendance des exercices

4/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels	1 à 3 ans
- Aménagement des terrains	10 ans
- Constructions	3 à 50 ans
- Agencements et aménagements des constructions	2 à 30 ans
- Matériel et outillage	2 à 15 ans
- Matériel de transport	3 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique	1 à 10 ans
- Mobilier	1 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provisions décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

Subventions d'investissement

Le tableau des subventions d'investissement décrit, le cas échéant, l'obtention de nouvelles subventions, les quotes-parts de ces subventions d'investissement virées au résultat, et la diminution des subventions.

Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

5/ La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

6/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- de l'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- du règlement n° 2014-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général.
- du règlement n° 2018-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- du règlement n° 2019-04 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 8 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.
- de l'arrêté du 20 Décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Gestion contrôlée : Présentation

7/ Résultats de la gestion contrôlée

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion contrôlée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

Engagements en matière de retraite

8/ Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés selon la méthode des droits proratisés temporis majorés des charges sociales. Il a été retenu un taux de progression de 3,5%, un taux d'actualisation de 3,38 %, une rotation lente du turn-over et un âge moyen de départ à la retraite de 64 ans.

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés en annexe des comptes de l'entité.

Suite à la fusion absorption de l'Association CRECHE-SPAP par l'Association SOCIETE PROTESTANTE DES AMIS DES PAUVRES (SPAP) avec effet comptable au 01/01/2024, présence dans les comptes d'une provision retraite qui sera reprise au rythme des départs constatés jusqu'à apurement. Elle ne fera plus l'objet de dotation afin de se conformer à la méthode de l'association SPAP (engagement hors-bilan).

Solde de la provision retraite au 31/12/2024 = 77 656 euros. Reprise sur l'exercice = 4 546 euros.

A cela se rajoute, un fonds placé sur un contrat Indemnités de Fin de Carrière auprès de AESIO MUTUELLE = 18 788,70 euros.

9/ Contributions volontaires en nature

A l'exception du temps consacré par les administrateurs dans le cadre de leurs fonctions, l'association ne bénéficie pas de contributions volontaires en nature. Aucune évaluation n'a donc été faite.

ANALYSE DES RESULTATS

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
GESTION PROPRE	14 368,67			
LUMIERE ET VIE P.D.F. NIMES P.D.F. SAINT-CHAPTES	7 018,69	10 416,79		
LUMIERE ET PAIX HEBERGEMENT DEPENDANCE SOINS			16 230,94	45 319,13 10 385,55
LUMIERE ET JOIE INTERNAT / HEBERG. S.A.P.M.N. A.E.M.O. S.A.P.M.N. SUPPL. M.N.A.	73 399,22		52 486,28 8 404,55	1 403,70 27 469,40
CRECHE CHÂTEAU SILHOL		68 094,79		
CRECHE L'AUTRE MAISON		21 411,18		
CRECHE LES RACANAILLES		122 660,71		
R.P.E. CHÂTEAU SILHOL		9 134,53		
R.P.E. PAPILLON VOLE		14 665,37		
R.P.E. LA CROIX GARDIANNE		17 963,38		
POLE DE GESTION	868,83			
TOTAUX	95 655,41	264 346,75	77 121,77	84 577,78

RESULTATS ADMINISTRATIFS

GESTION CONTRÔLÉE ETABLISSEMENTS SOCIAUX MEDICO-SOCIAUX	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE RESULTAT ANTERIEUR + R.C.A.	CHARGES AVEC PRISE EN COMPTE DIFFEREE	RESULTAT ADMINISTRATIF
LUMIERE ET PAIX				
HEBERGEMENT	-45 319,13	4 301,17	16 846,34	-24 171,62
DEPENDANCE	-10 385,55		-4 566,17	-14 951,72
SOINS	16 230,94		-4 625,25	11 605,69
LUMIERE ET JOIE				
INTERNAT / HEBERG.	52 486,28	-47 369,89	-5 811,00	-694,61
S.A.P.M.N.	8 404,55	-7 386,66	-504,00	513,89
A.E.M.O.	-1 403,70		1 936,00	532,30
S.A.P.M.N. SUPPL.	-27 469,40		312,00	-27 157,40
TOTAUX	-7 456,01	-50 455,38	3 587,92	-54 323,47

ANALYSE DES REPORTS A NOUVEAU

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES
<u>GESTION PROPRE ASSOCIATIVE</u>				
RESULTATS ANTERIEURS				
G.P.A.	18 336,82			
HEBERGEMENT TEMPORAIRE	385 404,33			
CHANTIERS INSERTION		220 688,75		
IMPACT A.N.C. 2018-06	58 898,47			
<u>LUMIERE ET VIE</u>				
RESULTATS ANTERIEURS				
NIMES	1 055,46			
SAINT-CHAPTES		11 865,89		
IMPACT A.N.C. 2018-06	30 333,55			
<u>LUMIERE ET PAIX</u>				
DEPENSES REFUSEES PAR LES FINANCEURS		307 659,11		
R.A.N. A.N.C. 2018-06	542 160,33			
RESULTATS EN ATTENTE :				
HEBERGEMENT				172 556,89
DEPENDANCE				6 046,44
SOINS				95 924,59
P.C.D CONGES A PAYER				257 968,89
<u>LUMIERE ET JOIE</u>				
DEPENSES REFUSEES PAR LES FINANCEURS		163 136,48		
RESULTATS ANTERIEURS M.N.A.	474 875,87			
R.A.N. A.N.C. 2018-06	468 141,81			
RESULTATS EN ATTENTE				
DEFICIT 2023				17 507,05
DEFICIT 2022				15 457,04
DEFICIT 2020 S.A.P.M.N. SUP.				9 850,68
DEFICIT 2019 S.A.P.M.N. SUP.				6 046,88
EXCEDENT 2017 S.A.P.M.N.			167,18	
REPRISE DEFICIT 2022 AU B.A. 24				54 756,55
P.C.D. / CONGES A PAYER				218 943,23
TOTAUX	1 979 206,64	703 350,23	167,18	855 058,24

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Apport Association CRECHE SPAP	Acquisitions	Cessions	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	30 090,04	4 801,82	992,40	1 689,95	34 194,31
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	30 090,04	4 801,82	992,40	1 689,95	34 194,31
Terrains	1 143 692,60				1 143 692,60
Constructions sur sol propre	53 524,01				53 524,01
Constructions sur sol d'autrui	15 280 839,40				15 280 839,40
Installations générales, agencements des constructions	2 212 560,67	888 319,95	134 862,97	1 200,00	3 234 543,59
Install. techniques, Matériel et outillage	853 167,18	165 316,13	22 667,61	65 435,18	975 715,74
Install. générales, agencements divers		222 204,41	8 320,32	77 930,32	152 594,41
Matériel de transport	420 643,56		66 057,00	46 973,76	439 726,80
Matériel de bureau et informatique	253 942,17	19 131,10	11 494,67	1 587,86	282 980,08
Mobilier	231 920,29	28 248,77	2 095,18	4 445,38	257 818,86
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours	67 437,92				67 437,92
Avances et acomptes			785,10		785,10
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	20 517 727,80	1 323 220,36	246 282,85	197 572,50	21 889 658,51
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	4 857,33				4 857,33
Prêts et autres immob. financières	15 944,14	3 000,76		3 000,00	15 944,90
TOTAL IMMOB. FINANCIERES	20 801,47	3 000,76		3 000,00	20 802,23
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	20 568 619,31	1 331 022,94	247 275,25	202 262,45	21 944 655,05

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Apport Association CRECHE SPAP	Augmentations	Diminutions	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	29 144,30	4 801,82	1 203,33	1 689,95	33 459,50
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	29 144,30	4 801,82	1 203,33	1 689,95	33 459,50
Aménagement terrains	2 102,59				2 102,59
Constructions sur sol propre	5 070,47		3 713,09		8 783,56
Constructions sur sol d'autrui	4 035 804,01		498 185,79		4 533 989,80
Installations générales, agencements des constructions	1 459 221,86	751 481,46	135 348,90	892,00	2 345 160,22
Install. techniques, Matériel et outillage	578 035,05	136 050,22	68 357,69	59 413,49	723 029,47
Install. générales, agencements divers		167 797,46	14 345,58	66 680,05	115 462,99
Matériel de transport	263 692,82		68 794,66	27 891,69	304 595,79
Matériel de bureau et informatique	235 633,51	15 158,10	12 321,65	1 587,86	261 525,40
Mobilier	198 185,84	23 293,18	9 700,19	4 391,44	226 787,77
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	6 777 746,15	1 093 780,42	810 767,55	160 856,53	8 521 437,59
TOTAL AMORTISSEMENTS	6 806 890,45	1 098 582,24	811 970,88	162 546,48	8 554 897,09

TABLEAU DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Affectation du résultat	Apport Association CRECHE SPAP	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	306 075,64		717 065,53			1 023 141,17
Fonds propres avec droit de reprise						
Écarts de réévaluation						
Réserves gestion propre	56 867,28					56 867,28
Réserves gestion contrôlée	1 457 809,77	-10 503,85				1 447 305,92
Report à nouveau gestion propre	1 067 162,87	208 693,54				1 275 856,41
Report à nouveau gestion contrôlée	-942 606,85	87 715,78		0,01		-854 891,06
Excédent ou déficit de l'exercice						
Gestion propre	208 693,53	-208 693,53		95 655,41	264 346,75	-168 691,34
Gestion contrôlée	77 211,94	-77 211,94		77 121,77	84 577,78	-7 456,01
SITUATION NETTE	2 231 214,18		717 065,53	172 777,19	348 924,53	2 772 132,37
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	89 468,78		80 898,55	8 571,00	36 149,22	142 789,11
Provisions réglementées	352 074,26			23 691,93		375 766,19
TOTAL FONDS PROPRES	2 672 757,22		797 964,08	205 040,12	385 073,75	3 290 687,67

TABLEAU DES RESERVES ET PROVISIONS

NATURE DES RESERVES ET PROVISIONS	Montant début exercice	Apport Association CRECHE SPAP	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin d'exercice
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves gestion contrôlée :					
- Investissement	1 282 450,78				1 282 450,78
- Trésorerie	35 616,19				35 616,19
- Compensation des déficits	6 201,25			6 201,25	
- Compensation des amortissements	133 541,55			4 302,60	129 238,95
Autres réserves	56 867,28				56 867,28
TOTAL RESERVES	1 514 677,05			10 503,85	1 504 173,20
Couverture du B.F.R.	100 390,22				100 390,22
Renouvellement des immobilisations					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées	251 684,04		23 691,93		275 375,97
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	352 074,26		23 691,93		375 766,19
Provisions pour litiges	60 000,00			7 500,00	52 500,00
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour rémunérations des personnes handicapées (E.S.A.T.)					
Provisions pour départ retraite		82 202,00		4 546,00	77 656,00
Provisions pour grosses réparations					
Autres provisions pour risques et charges			12 492,96		12 492,96
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	60 000,00	82 202,00	12 492,96	12 046,00	142 648,96
Dépréciation :					
- Immobilisations incorporelles		9 068,42		9 068,42	
- Immobilisations corporelles					
- Immobilisations financières					
- Stocks et en-cours					
- Comptes clients et usagers					
- Autres créances	13 816,76			13 816,76	
- Autres : V.M.P.	698,77			213,18	485,59
TOTAL DEPRECIATION	14 515,53	9 068,42		23 098,36	485,59
TOTAL PROVISIONS	426 589,79	91 270,42	36 184,89	35 144,36	518 900,74

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT AU BILAN					
NATURE DES TITRES	Valeur brute début exercice	Apport Association CRECHE SPAP	Acquisitions	Cessions	Valeur brute fin exercice
L.B.I. / CAISSE D'EPARGNE	9 549,91				9 549,91
ACTIONS / L.C.L.	12 053,44				12 053,44
CREDIT COOP. - PARTS A & B	155 931,25	62 113,25	153 369,25		371 413,75
COMPTE A TERME	700 000,00		800 000,00	600 000,00	900 000,00
INTERETS COURUS - C.A.T.			22 662,47		22 662,47
CREDIT COOP. - LIVRETS		150 999,07	2 838,85		153 837,92
TOTAL DES VALEURS MOBILIERES	877 534,60	213 112,32	978 870,57	600 000,00	1 469 517,49

PLUS ET MOINS VALUES LATENTES				
NATURE DES TITRES	Valeur brute fin exercice	Valeur revente fin exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
L.B.I. / CAISSE D'EPARGNE	9 549,91	22 343,82	12 793,91	
ACTIONS / L.C.L.	12 053,44	16 605,47	5 037,62	485,59
CREDIT COOP. - PARTS A & B	371 413,75	371 413,75		
COMPTE A TERME	900 000,00	900 000,00		
INTERETS COURUS - C.A.T.	22 662,47	22 662,47		
CREDIT COOP. - LIVRETS	153 837,92	153 837,92		
PLUS ET MOINS VALUES LATENTES	1 469 517,49	1 486 863,43	17 831,53	485,59

PLUS ET MOINS VALUES DE L'EXERCICE				
NATURE DES TITRES	Plus-values de l'exercice	Moins-values de l'exercice	Dotation aux provisions	Reprise de provisions
ACTIONS / L.C.L.				213,18
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS DE L'EXERCICE				213,18

SUIVI DES FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES	Montant initial	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice	
					Montant global	Non utilisé (1)
			A	B	C	D=A+B-C
<u>Contributions financières autorités de tarification</u>						
C.N.R. A.R.S. 2007	118 600,00	62 686,83		2 643,07	60 043,76	30 000,00
C.N.R. A.R.S. Groupe électrogène	82 147,26	43 967,94		4 129,16	39 838,78	
C.N.R. A.R.S. Mat. Informatique	24 000,00	7 340,58		3 015,07	4 325,51	
C.D. 30 Dotations accordées au budget	250 398,00	213 174,41		9 017,22	204 157,19	
C.D. 30 2017 Construction	2 305 000,00	1 962 344,05		83 006,67	1 879 337,38	
C.N.S.A. P.A.I. 2017	500 000,00	425 671,15		18 005,77	407 665,38	
C.N.R. V.A.E. & concours I.D.E.	30 000,00	30 000,00			30 000,00	
C.N.R. 2022 Prévention des chutes	6 500,00	6 500,00		2 700,00	3 800,00	
C.N.R. A.R.S. 2024 - Formation	40 957,72		40 957,72		40 957,72	
Sous-total :	3 357 602,98	2 751 684,96	40 957,72	122 516,96	2 670 125,72	
<u>Subventions d'exploitation</u>						
Sous-total :						
<u>Contributions financières d'autres organismes</u>						
FONDATION ABBE PIERRE CONSTRUCTION M-R	113 924,00	32 717,95		2 402,18	30 315,77	
FONDAT° PROTESTANTISME VEHICULE	2 741,53	214,74		214,74	0,00	
FONDATION ABBE PIERRE M-R SAINT-CHAPTES	16 000,00	5 300,00		5 300,00		
Sous-total :	132 665,53	38 232,69		7 916,92	30 315,77	
<u>Ressources liées à la générosité du public</u>						
Sous-total :						
Total	3 490 268,51	2 789 917,65	40 957,72	130 433,88	2 700 441,49	30 000,00

(1) dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Apport Association CRECHE SPAP	Augmentatio ns	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal (Compte 131/138)	A	B	C	D	D=A+B+C-D
DGDSS	452 011,34				452 011,34
C.D. GARD	93 500,00				93 500,00
D.D.E. DU GARD	107 000,00				107 000,00
NIMES METROPOLE	83 300,00				83 300,00
ADEME REGION L.R.	5 228,00				5 228,00
C.D. 2012 Travaux et équipements		13 800,00			13 800,00
Mairie 2012 Travaux		40 000,00			40 000,00
C.A.F. 2004 Aménagements		43 587,00			43 587,00
C.A.F. 2012 Travaux et équipements		46 000,00			46 000,00
C.A.F. 2013 Travaux et équipements		32 630,47		812,47	31 818,00
C.A.F. 2014 Cour et rénovation		14 571,00			14 571,00
C.A.F. 2015 Façades et toitures		22 292,37			22 292,37
C.A.F. 2019 Rénovation		14 676,78			14 676,78
C.A.F. 2020 Salle change		11 500,00		11 500,00	
C.A.F. 2021 Rénovation sol et buanderie		15 819,76		3 280,76	12 539,00
C.A.F. 2022/2023 Rénovation		4 090,00		1 103,91	2 986,09
C.A.F. 2024 Portes oculus			1 641,00		1 641,00
C.A.F. 2024 Climatisations			5 015,00		5 015,00
C.A.F. 2024 Travaux acoustique			1 915,00		1 915,00
TOTAL	741 039,34	258 967,38	8 571,00	16 697,14	991 880,58

SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Apport Association CRECHE SPAP	Augmentatio ns	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Quotes-parts virées au résultat (Compte 139)	A	B	C	D	D=A+B+C-D
DGDSS	445 548,81		6 462,53		452 011,34
C.D. GARD	66 647,64		1 971,52		68 619,16
D.D.E. DU GARD	76 270,57		2 256,19		78 526,76
NIMES METROPOLE	59 377,00		1 756,45		61 133,45
ADEME REGION L.R.	3 726,54		110,24		3 836,78
C.D. 2012 Travaux et équipements		8 801,97	624,07		9 426,04
Mairie 2012 Travaux		25 512,95	1 808,89		27 321,84
C.A.F. 2004 Aménagements		40 533,07	2 179,35		42 712,42
C.A.F. 2012 Travaux et équipements		29 339,89	2 080,22		31 420,11
C.A.F. 2013 Travaux et équipements		25 554,43	1 768,66	812,47	26 510,62
C.A.F. 2014 Cour et rénovation		13 104,26	1 457,10		14 561,36
C.A.F. 2015 Façades et toitures		13 286,86	2 229,24		15 516,10
C.A.F. 2019 Rénovation		6 368,52	1 467,67		7 836,19
C.A.F. 2020 Salle change		7 857,04	3 642,96	11 500,00	
C.A.F. 2021 Rénovation sol et buanderie		7 534,81	4 279,43	3 280,76	8 533,48
C.A.F. 2022/2023 Rénovation		175,03	175,03		350,06
C.A.F. 2024 Portes oculus			137,68		137,68
C.A.F. 2024 Climatisations			364,98		364,98
C.A.F. 2024 Travaux acoustique			273,10		273,10
TOTAL	651 570,56	178 068,83	35 045,31	15 593,23	849 091,47

ETAT DES CREANCES ET DETTES

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières		15 944,90	11 117,76	3 426,00	1 401,14
Débiteurs et comptes rattachés		710 133,46	710 133,46		
Autres créances		222 075,18	222 075,18		
Charges constatées d'avance		60 196,03	60 196,03		
TOTAL CREANCES		1 008 349,57	1 003 522,43	3 426,00	1 401,14
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice				
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)					
Emprunts (1) et dettes étab. de crédit (2)		9 579 454,06	458 313,03	1 738 046,29	7 383 094,74
Emprunts et dettes financières diverses (1)		106 932,60	106 932,60		
Fournisseurs et comptes rattachés		266 084,81	266 084,81		
Dettes fiscales et sociales		1 223 048,13	1 223 048,13		
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes		121 137,95	121 137,95		
Produits constatés d'avance					
TOTAL DETTES		11 296 657,55	2 175 516,52	1 738 046,29	7 383 094,74
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice		416 864,53		
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine				
	Dont à plus de 2 ans à l'origine		9 579 454,06		

PRODUITS A RECEVOIR

MONTANTS DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Créances rattachées à des participations	
2. Autres immobilisations	
3. Créances usagers et comptes rattachés	318 797,53
4. Autres créances	44 216,88
5. Valeurs mobilières de placement	22 662,47
6. Disponibilités	
TOTAL	385 676,88

CHARGES A PAYER

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	
1. Emprunts obligataires	
2. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	37 811,87
3. Concours bancaires	
4. Emprunts et dettes financières diverses	
5. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	121 725,45
6. Dettes fiscales et sociales	695 411,70
7. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
8. Autres dettes	
TOTAL	854 949,02

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
1. Charges d'exploitation	60 196,03
2. Charges financières	
3. Charges exceptionnelles	
TOTAL	60 196,03
NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
4. Produits d'exploitation	
5. Produits financiers	
6. Produits exceptionnels	
TOTAL	

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	49 280,16
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	36 715,97
Dotations aux amortissements et provisions	36 184,89
TOTAL	122 181,02
NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	23 901,30
Produits exceptionnels sur opérations en capital	77 280,31
Reprises sur provisions et transferts de charges	30 385,18
TOTAL	131 566,79
<u>ELEMENTS SIGNIFICATIFS</u>	
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>	
PERTE CREANCE DIVERSE	13 816,76
C.P.A.M. INDUS 2022 ET 2023 & CONTENTION A.T.	11 878,34
BONUS TERRITOIRE CTG C.A.F. NON ENCAISSE 10/2023	7 537,67
RAPPEL COTISATION RETRAITE 2019	7 138,87
REGULARISATION FOURNISSEURS	6 555,52
AMENDES ET PENALITES	2 353,00
IMMOBILISATIONS MISES AU REBUT	36 715,97
DOT. PROV. REGL. IMMOB. & FINANCIERES	23 691,93
PROVISION POUR RISQUES PENALITES CAISSE SOCIALE	12 492,96
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>	
REGULARISATION FACTURES ANTERIEURES	15 100,00
BOUCLIER TARIFAIRE	4 417,81
CPAM CONTENTIEUX	4 383,49
PLUS VALUE / CESSION IMMOBILISATIONS	42 235,00
QUOTE-PART SUBVENTIONS VIREES AU RESULTAT	35 045,31
REPRISE PROVISION DEPRECIATION CREANCE DIVERSE	13 816,76
REPRISE PROVISION DEPRECIATION IMMOBILISATIONS	9 068,42
REPRISE PROVISION LITIGE SALARIAL	7 500,00

ENGAGEMENTS FINANCIERS

NATURE DES ENGAGEMENTS DONNES	
. Effets escomptés non échus	
. Avals et cautions donnés	
. Autres engagements donnés	
- Affectation hypothécaire Lumière et Vie	<i>Emprunt C.D.C.</i> 313 261,50
- Affectation hypothécaire Lumière et Joie	<i>Emprunt Crédit Coop.</i> 140 000,00
- Nantissement matériel	
- Redevances de crédit-bail	
- Engagements en matière de retraite	925 698,00
<i>Dont fonds placés sur un contrat Indemnités de Fin de Carrière = 18 788,70 Euros</i>	
<i>Dont solde provision retraite avant fusion de l'association Crèche SPAP = 77 656 Euros</i>	
TOTAL	1 378 959,50

NATURE DES ENGAGEMENTS RECUS	
. Plafonds de découverts autorisés	
. Avals et cautions reçus	
- Caution C.E.G.C. 30% capital	71 183,51
- Cautions Nîmes Métropole	3 889 836,62
- Cautions Conseil Départemental du Gard	3 727 671,13
- Caution Mairie de Nîmes	789 969,51
. Autres engagements reçus	
- Biens reçus en crédit-bail	
TOTAL	8 478 660,77

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

POSTES CONCERNES	MONTANT GARANTI
. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	196 913,98
. Emprunts et dettes financières divers	
. Autres dettes	
TOTAL	196 913,98

TABLEAU DU PERSONNEL

CATEGORIES	EFFECTIF			EFFECTIF EQUIVALENT TEMPS PLEIN (E.T.P.)
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
LUMIERE ET VIE	1	1	2	2,00
LUMIERE ET PAIX	15	55	70	64,06
LUMIERE ET JOIE	32	39	71	66,46
CRECHES & R.P.E.		36	36	26,45
TOTAUX	48	131	179	158,97

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

NATURE DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	MONTANT
. Concours publics	
À la charge de l'Assurance maladie	1 974 480,54
À la charge de l'État	49 174,24
À la charge du Département	4 890 066,45
À la charge des Caisses d'Allocations Familiales	1 002 476,06
À la charge d'autres financeurs	
. Subventions d'exploitation	
Union Européenne	
État	181 297,30
Région	
Département	
Collectivités territoriales	
Caisses d'Allocations Familiales	28 240,00
Établissements publics à caractère administratif	
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
Ville	179 629,65
. Subventions d'investissement	
Union Européenne	
État	
Région	
Département	
Collectivités territoriales	
Caisses d'Allocations Familiales	8 571,00
Établissements publics à caractère administratif	
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
Ville	
TOTAL	8 313 935,24

HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

	CONTRÔLE LEGAL DES COMPTES	S.A.C.C.	TOTAL
.Honoraires T.T.C. au 31/12/2024	20 846,60		20 846,60
TOTAL	20 846,60		20 846,60